



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des Services

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

| Nombre de Membres | | |
|------------------------------------|-------------|-------------------------------------|
| Afférents au Conseil Communautaire | En exercice | Qui ont pris part à la délibération |
| 63 | 63 | 61 |

**Objet de la
délibération:
Conseil de
Développement de
la Dracénie :
Nouvelle
composition -
Nouvelles modalités
de fonctionnement
et d'organisation**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Le Conseil de Développement de la Dracénie a été créé en mars 2005, conformément aux objectifs fixés par la loi « Voynet » du 25 juin 1999. Il a pris, au cours de ces dernières années, toute sa place dans la politique de démocratie participative de la Communauté d'agglomération.

Le Conseil de développement s'est ainsi vu conforté dans sa vocation de participer à l'élaboration des politiques publiques communautaires en formulant des avis sur de grandes questions relatives à l'agglomération dracénoise, telles que le projet d'agglomération 2008-2013, le diagnostic du Schéma de Cohérence Territoriale ou encore sur les relations intercommunalité / citoyens.

Cette participation citoyenne en apportant aux élus investis du pouvoir de décision, des avis sur ces questions liées à l'aménagement et au développement du territoire contribue à renforcer le lien démocratique sur le territoire de l'agglomération.

Aujourd'hui, il est nécessaire de faire évoluer l'instance suite à l'élargissement de la Communauté d'Agglomération à trois nouvelles communes au 1er janvier 2014 et à l'évolution des acteurs des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs du territoire.

En outre, le contexte législatif a lui aussi évolué, la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ayant expressément créé un article dédié au sein du Code général des collectivités territoriales (article L.5211-10-1). Les principales modifications concernent l'abaissement du seuil de création des Conseils de développement (de 50 000 à 20 000 habitants, permettant ainsi d'assurer une meilleure couverture territoriale des processus de démocratie participative), leur composition déterminée librement par délibération de l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale avec l'impossibilité désormais pour les Conseillers communautaires de siéger au sein de l'instance et l'établissement d'un rapport d'activités examiné et débattu par l'organe délibérant de l'EPCI.

Les missions du Conseil de développement sont également encadrées. Le Conseil de développement est ainsi consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'EPCI. Il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre.

La démarche de recomposition de l'instance, mais aussi d'adéquation des missions aux nouvelles dispositions de la loi NOTRe, est l'objet de la présente délibération.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission « Administration générale et communication » et « Modernisation de l'action publique, relations citoyennes et Conseil de développement » réunie le 2 décembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver la proposition de nouvelle composition du Conseil de Développement de la Dracénie, telle que figurant en annexe 1, qui demeure soumise à la désignation d'un représentant pour chaque institution étant précisé que les personnalités qualifiées seront désignées par l'exécutif ;
- approuver les principes d'organisation et de fonctionnement dudit Conseil, en adéquation avec les dispositions de l'article L.5211-10-1 du Code général des collectivités territoriales, proposés en annexe 2 ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter toutes subventions permettant de contribuer à l'animation et au fonctionnement du Conseil de Développement ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous actes et documents y afférents.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 58 voix pour
3 abstention(s) :

Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Envoyé en préfecture le 22/12/2015

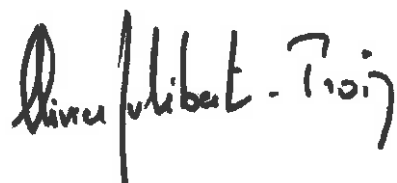
Reçu en préfecture le 22/12/2015

Affiché le

510

ID : 083-248300493-20151217-C_2015_136-DE

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.